

[Text]

To date, I guess we are really speaking about the future of the Canadian family farm, the vision we have for agriculture and the confidence that supply management brings to this sector of the Canadian economy. Confidence is needed so much in today's economic environment, and supply management has provided the producers in my area and myself with that confidence to invest in the agricultural sector.

It has been the jewel in the Canadian agricultural crown and provides us with an opportunity to make our living and to be assured of a fair return on our investment. Supply management does not contribute to burdening the world with surpluses, and the resources of this country are never wasted on overproduction. It encourages efficient production and discourages those who are inefficient.

We need to look at some of the mess in the dairy situation south of the border and the massive surpluses in that sector. We need to look at the vertical integration in the poultry industry in the U.S. and the contract farmers there and their plight. I've visited many of those farms and it's certainly evident that it's not a healthy situation. Many of them would just love the opportunity to do something about it.

Canada's policies for its dairy, egg, and poultry sectors have been developed within the current GATT rules, rules that have been in existence for 44 years. Unlike almost every other sector of agriculture around the world, our dairy, egg and poultry sectors now live by the rules, and as I mentioned earlier, we have not contributed to the excess surpluses of product that plague so many other sectors of our industry.

The Uruguay Round started out with its major objective for agriculture as the establishment of strengthened and more operationally effective GATT rules and disciplines. Our industry supported this objective and the specific changes to Article XI 2(c) that would have clarified the rules that had been rendered ineffective by recent GATT panels. To date Canada has failed to achieve this objective. The proposals tabled in December 1991 by GATT director general Arthur Dunkel would effectively destroy the policy framework and the economic underpinnings that Canada has developed for its dairy, egg and poultry industries. Tariffication and supply management are incompatible.

[Translation]

Jusqu'à maintenant, je suppose, c'est réellement avant tout de l'avenir de l'exploitation agricole familiale canadienne qu'il s'agit, de la vision que nous avons de l'agriculture et de la confiance que la gestion des approvisionnements apporte dans ce secteur de l'économie canadienne. La confiance est un élément dont on a grandement besoin dans l'environnement économique que nous connaissons aujourd'hui, et c'est la gestion de l'approvisionnement qui nous a donné le courage d'investir dans le secteur de l'agriculture, à moi personnellement, et ainsi qu'aux producteurs de ma région.

La gestion des approvisionnements est le joyau de la couronne de l'agriculture canadienne et nous permet d'assurer notre subsistance et d'avoir la certitude d'obtenir un juste rendement de notre investissement. La gestion des approvisionnements ne contribue aucunement aux excédents qui existent de part le monde, et les ressources de notre pays ne sont jamais gaspillées en surproduction. Elle favorise les productions efficaces et décourage celles qui ne le sont pas.

Pour se faire une idée de la situation réelle, il faut considérer le marasme dans lequel se trouve l'industrie laitière aux États-Unis, ainsi que les excédents massifs dans ce secteur. Nous devons considérer l'intégration verticale dans le secteur de la volaille aux États-Unis, ainsi que les agriculteurs à contrat et le sort qui leur est réservé. J'ai visité un grand nombre de ces exploitations agricoles et le moins que l'on puisse dire, c'est que leur situation est loin d'être saine. Un grand nombre de ces producteurs voudraient avoir la possibilité de faire quelque chose pour redresser la situation.

Le Canada a élaboré ses politiques à l'égard des produits laitiers, des oeufs et de la volaille dans le cadre des règles actuelles du GATT, règles qui sont en vigueur depuis 44 ans. Contrairement à presque tous les secteurs de l'agriculture des pays du monde, nos secteurs des produits laitiers, des oeufs et de la volaille satisfont aujourd'hui aux règles, et comme je l'ai mentionné plus tôt, nous n'avons aucunement contribué aux excédents de produits dont souffrent tant d'autres secteurs de notre industrie.

• 1610

L'Uruguay Round a débuté avec son grandiose objectif à l'égard de l'agriculture concernant l'établissement de règles et de disciplines renforcés et plus efficaces sur le plan opérationnel. Nous avons appuyé cet objectif ainsi que l'intention d'apporter des modifications précises à l'alinéa 2c) de l'article XI qui aurait précisé les règles déclarées inopérantes par certains comités du GATT. Jusqu'à maintenant, le Canada n'a pas atteint cet objectif. Les propositions qu'a déposées en décembre 1991 le directeur général du GATT, M. Arthur Dunkel, auraient pour effet de détruire le cadre général et les mécanismes économiques dont le Canada a doté ses industries de la production laitière, des oeufs et de la volaille. La tarification et la gestion des approvisionnements sont incompatibles.